

LES ENFANTS, LES FAMILLES, LE CAPITAL SOCIAL ET L'ÉDUCATION À L'HEURE DU CAPITALISME ÉFRÉNÉ : DÉPÊCHE DU COMTÉ LE PLUS RICHE DE L'AMÉRIQUE

Par Terry Ryan, chercheur principal

**« CE QUE NOUS FAISONS AUX ENFANTS, ILS LE FERONT À LA SOCIÉTÉ. »
Karl A. Menniger**

Note de John Abbott

Contrairement à la plupart des articles préparés pour les programmes d'information de l'Initiative, celui-ci a été créé par une seule personne, Terry Ryan. C'est tout à fait approprié car depuis une bonne partie des cinq dernières années, Terry s'est plongé dans des thèmes de recherche qui, à l'origine, au moins lui étaient étrangers : le cerveau, les études de l'évolution, la pédagogie, etc. Malgré cela, l'« œil » naturel de Terry se tournait vers la politique économique et sociale. Depuis la fin 1995, lui et moi avons travaillé (comme il nous l'explique) soit au cœur de la ville de Washington, ou dans le plus riche de tous les comtés américains, le comté de Fairfax en Virginie. Il s'agit du vaste territoire dont le roi Charles II avait fait don à lord Fairfax au début des années 1660 en remerciement pour le rôle de ce dernier dans la restauration de la monarchie après l'effondrement du protectorat de Cromwell.

Dans cette dépêche du comté le plus riche de l'Amérique, Terry met en lumière des questions que le monde tout en entier doit aborder. Votre communauté ne reflète sans doute pas exactement le comté de Fairfax, mais vous éprouvez peut-être le sentiment que vous vous précipitez, bon gré mal gré, vers une situation très semblable. Je vous engage à lire cet article avec attention et à vous rappeler le conseil d'un chef amérindien d'il y a longtemps qui demandait, avant chaque décision que la tribu était appelée à prendre : « Quel en sera l'impact dans sept générations? »

Introduction

Aux États-Unis, on cite souvent la maxime « les parents sont le premier professeur d'un enfant » pour souligner l'impact des parents sur l'apprentissage chez les enfants. Toutefois, au moment même où nous commençons de plus en plus à comprendre pleinement l'importance des parents dans le processus d'apprentissage, les parents sont de moins en moins en mesure de trouver du temps à passer avec leurs enfants. Ceci s'applique aussi bien aux parents de très jeunes enfants qu'aux parents d'adolescents. C'est en réponse à ce manque de temps que les politiciens et les responsables politiques de tous les partis soutiennent : « il semblerait raisonnable d'étendre la scolarisation à des enfants plus jeunes, de trois et quatre ans, en leur proposant des programmes préscolaires sécuritaires et stimulants. Il semble également raisonnable de prolonger la journée scolaire pour tous les enfants d'âge scolaire, en leur proposant des possibilités de jeux et d'études surveillés jusqu'à ce que la plupart de leurs parents aient fini de travailler le soir. »¹

Au fur et à mesure que les pressions économiques et sociales que subissent les parents s'intensifient, les garderies, les écoles et les autres systèmes et institutions structurés doivent jouer un rôle croissant dans l'éducation des enfants. Il n'est plus politiquement correct, semble-t-il, de suggérer que les enfants bénéficient au plan de l'apprentissage et du développement de la possibilité de jouer dans leur propre quartier avec leur famille et des amis qui habitent à côté, et que ces interactions sont tout aussi importantes pour le bon développement des enfants que celles qui ont lieu dans un milieu formel.

C'est comme si par omission, un nombre croissant d'entre nous a accepté la transition à une réalité post-famille et post-communauté. Mais le devrions-nous? Les écoles peuvent-elles remplacer une proportion sans cesse plus grande de ce que les familles et les communautés ont traditionnellement fait pour les enfants? Si oui, à quel coût? Et sommes-nous, en tant que contribuables, vraiment disposés d'en payer le prix?

Mais avant d'aborder ces questions objectivement, nous devrions peut-être nous en poser une encore plus profonde. En tant que société, qu'est-ce que nous considérons comme un « enfant bien éduqué » ? À une époque récente encore, un enfant bien éduqué était un enfant pour qui la vie avait un sens. Il s'avait d'où il venait et à quel milieu il appartenait. Il était solidement lié à sa famille et à sa communauté, mais faisait preuve de tolérance à l'égard de ceux qui avaient des antécédents ou des origines différents. L'enfant bien éduqué comprenait ce qui était nécessaire pour réussir dans un domaine ou une profession choisis. Il commençait à rêver à ce qu'il voulait réaliser et avait le courage de faire ce qu'il devait faire pour réaliser ses rêves.

Un enfant bien éduqué avait la capacité de se concentrer sur ses activités et pouvait apprécier la qualité. Il avait une solide estime de soi parce qu'il savait qu'il était valorisé et qu'il comptait. Un enfant bien éduqué présentait un niveau élevé de littératie et est assoiffé de connaissances plus approfondies, et comprenait la valeur de la satisfaction différée dans la réalisation des buts. Un enfant bien éduqué était beaucoup plus qu'une simple unité économique productive. Est-ce que ce sont là les qualités que nous attendons d'un enfant bien éduqué aujourd'hui, et les enfants peuvent-ils les acquérir dans les écoles seules?

Le philosophe américain John Dewey observait au début du 20^e siècle que « l'éducation enveloppe la scolarisation, mais la dépasse de loin. » Grandissant dans une petite ville du Vermont, Dewey voyait « presque tous les amis faisant leur part des activités et des responsabilités du foyer. Les jeunes entraient en contact intime avec toute une série d'occupations industrielles et agricoles simples. L'école, en revanche, était plus ennuyeuse ... la lassitude étant soulagée seulement par un professeur qui, de temps en temps, encourageait des entretiens sur des thèmes extérieurs. »²

De telles observations pourront sembler surannées dans la société trépidante d'aujourd'hui. Toutefois, nous devons nous rappeler que notre espèce ne se limite pas à des technologies et à l'économie. Nous sommes aussi une espèce biologique, avec de longs antécédents culturels et évolutionnaires, et c'est à cause de ces antécédents que nous fonctionnons le mieux en petits groupes et que nous sommes prédisposés à nous épanouir parmi notre famille et nos voisins.

Comme Aristote le comprenait bien, les êtres humains sont par nature des créatures politiques et sociales, et non pas des individus isolés et égoïstes. Ce fait contribue à expliquer pourquoi la grandeur est généralement un effort d'équipe. En dépit des mythes américains qui exagèrent souvent le rôle des héros individuels et sous-estiment l'importance de l'effort collectif, c'est par la collaboration que l'histoire s'est faite.

L'historien Joseph Ellis, lauréat du prix Pulitzer, écrivait des pères fondateurs de l'Amérique : « Dans la génération révolutionnaire, plusieurs exemples concurrents de coopération et de collaboration fortuites avaient contribué à faire l'histoire : Washington et Hamilton pendant la guerre, puis pendant le deuxième mandat de Washington; Hamilton et Madison dans la rédaction des *Federalist Papers*; Madison et Jefferson dans l'organisation de l'opposition Républicaine au programme financier d'Hamilton et au traité négocié par Jay. Mais en partie parce qu'il semblait tellement fondamental et symbolique de la coopération, le tandem Adams-Jefferson se distingue comme la plus grande collaboration de toutes. »³

Notre prédisposition héréditaire à collaborer et à apprendre en groupes cohésifs peut aider à expliquer pourquoi les facteurs extérieurs à l'école sont quatre fois plus importants pour déterminer la réussite d'un élève dans les examens standardisés que les facteurs propres à l'école.⁴ L'apprentissage est essentiellement une activité sociale, qui consiste en une recherche de la signification et qui se produit souvent de manière spontanée et non planifiée.

Le chercheur suisse Etienne Wenger, spécialisé dans l'apprentissage, situe cette affirmation lorsqu'il écrit comme suit : « Nos institutions sont largement basées sur l'hypothèse que l'apprentissage est un processus individuel, avec un début et une fin, qu'il vaut mieux le séparer de nos autres activités, et que l'enseignement est nécessaire pour que l'apprentissage se produise. Nous prévoyons donc des salles de classe où les élèves, libres de toutes les distractions de leur participation au monde, peuvent consacrer leur attention à un professeur ou à des exercices. Nous mettons au point des programmes de formation informatisés qui permettent aux élèves de prendre connaissance de leçons individualisées portant sur des informations abondantes et comportant des exercices. »

Il n'est donc pas étonnant, poursuit Wenger, que « la plus grande partie de l'enseignement et de la formation institutionnalisés est perçue par les apprenants potentiels comme sans pertinence, la plupart d'entre nous sortons de ce système estimant que l'apprentissage est ennuyeux, ardu, et étranger à notre nature. »⁵ Lauren Resnick, une chercheuse en éducation, signalait il y a plus de dix ans, la disjonction entre l'éducation structurée et la réussite professionnelle dans la vraie vie, écrivant : « La scolarisation en vient à paraître de plus en plus isolée du reste de notre activité. »⁶ Les écoles doivent souvent lutter pour mettre en œuvre des stratégies d'apprentissage qui donnent des résultats, car l'étendue même de l'entreprise qui leur est confiée exige la bureaucratie et la normalisation.

Au fur et à mesure que la mission des écoles s'est développée, leur effectif a également augmenté. Aux États-Unis, « selon les chercheurs, la taille optimale d'une école primaire est de 300 à 400 élèves, et de 400 à 800 pour une école secondaire. Toutefois, entre 1940 et 1990, le nombre total d'écoles publiques primaires a diminué de 69 % aux États-Unis, malgré que la population américaine a augmenté de 70 %. L'effectif scolaire moyen a donc plus que quintuplé. »⁷ Au début du 21^e siècle, l'hypertrophie de l'effectif scolaire s'accélère et les éducateurs s'évertuent à suivre les besoins de l'accord démographique baptisé « boom » de l'écho, c.-à-d. les enfants de la génération du « baby boom » de l'après-guerre.

Et pourtant, comme l'Initiative l'a noté dans *The Unfinished Revolution*, « Il est trop facile de penser que les enfants « mettent leur cerveau en marche » en entrant en classe, puis l'éteignent en sortant (c'est d'ailleurs peut-être le contraire qui est vrai). Puis la nature de la curiosité humaine, l'apprentissage intervient chaque fois que quelqu'un est en mesure d'en bénéficier en trouvant une autre façon de « trouver la signification » des idées et des situations fascinantes.⁸ La spontanéité est un facteur clé dans la réflexion créative et divergente. Il suffit de songer à toutes les grandes découvertes qui sont survenues presque par accident,

Archimède dans son bain, Newton sous le pommier, etc. Les apprenants qui réussissent sont toujours en train de penser d'établir de nouvelles connexions, ils adorent « bricoler ».

Est-il utile de nous demander pourquoi, au fur et à mesure que nos effectifs scolaires augmentent, et que nous consacrons des sommes de plus en plus importantes à l'éducation structurée, et qu'un pourcentage croissant de nos citoyens reçoit des diplômes postsecondaires, il est nécessaire pour nos leaders politiques de nous parler comme si nous étions moins instruits? Aux États-Unis, par exemple, les citoyens d'aujourd'hui ont reçu une scolarisation structurée beaucoup plus poussée que leurs grands-parents, et puisque le civisme représente un élément important de l'éducation, il est étonnant que leur connaissance des affaires du gouvernement n'ait pas augmenté en conséquence. Or, selon le sondage, le diplômé moyen du collège n'en sait guère plus sur l'actualité politique que l'étudiant moyen du secondaire dans les années 1940.⁹

Vu les milliards de dollars investis dans l'éducation pendant la deuxième moitié du 20^e siècle aux États-Unis, il est étonnant de noter ce qui suit :

« Le journal Princeton Review a analysé la transcription des débats entre Gore et Bush, du débat entre Clinton, Bush et Perot de 1992, du débat entre Kennedy et Nixon en 1960, et du débat entre Lincoln et Douglas de 1858, à l'aide d'un test standard de vocabulaire qui indique le niveau d'instruction minimum nécessaire pour comprendre le document. Ce test sert normalement à évaluer les manuels scolaires et autre matériel éducatif. Les résultats? dans les débats de 2000, George W. Bush parlait au niveau de la 6^e année (6,7); Al Gore à un niveau élevé de 7^e année (7,9). En 1992, le candidat Bill Clinton obtenait un score correspondant à la 7^e année (7,6) tandis que le président George Bush, dont il prétendait prendre la place, se situait au niveau de la 6^e année (6,8), tout comme Ross Perot (6,3). Nos politiciens contemporains, qui ont jugé approprié de nous parler au niveau de la 6^e et 7^e année, soutiennent mal la comparaison avec Kennedy et Nixon, qui tous deux employaient un vocabulaire convenant aux élèves de 10^e année. Lesquels, à leur tour, paraissaient peu instruits par comparaison à Abraham Lincoln et Stephen Douglas, qui avaient respectivement obtenu les scores de 11,2 et 12,0. »¹⁰

Que se passe-t-il donc ici? Certains utilisent cette anecdote historique pour démontrer que nos professeurs manquent de rigueur, et que pour élever des « enfants bien éduqués », il suffit de prendre deux mesures : 1) concentrer nos énergies sur la manière dont les enseignants enseignent (en rehaussant les normes, en instaurant une paie au mérite, etc.); et 2) en augmentant le temps que les élèves passent en classe. Cet argument populaire était étayé par le constat que nous vivrions en ce moment une épidémie d'échecs scolaires. La 21st Century Learning Initiative propose un argument différent : nous formulons deux points distincts : 1) Nous devrions concentrer nos efforts sur la structure des écoles (c.-à-d. renverser celles-ci) afin qu'elles puissent suivre le grain du cerveau; et 2) la prétendue crise de la scolarisation est réellement une crise de l'enfance et de la communauté. L'Initiative croît au pouvoir qu'ont les gens de conjuguer leur force pour faire des choses extraordinaires.

Le reste de cet article fait état du deuxième argument de l'Initiative en étudiant les changements économiques et sociaux et auxquels les familles, les communautés et les systèmes d'éducation étaient en butte depuis plusieurs décennies. Pour vous aider à situer ces changements dans

votre contexte local, nous les avons situés, pour les fins de cet article, dans le contexte du comté de Fairfax en Virginie. Nous avons choisi Fairfax parce que John Abbott et moi y avons tous les deux vécu, et qu'il s'agit de l'une des régions les plus dynamiques de l'Amérique, et de celles qui connaissent le changement le plus rapide. À bien des égards, Fairfax peut vous servir d'avertissement quant à ce que l'avenir réserve aux pays et aux communautés qui ont adopté le capitalisme effréné.

Le comté de Fairfax (États-Unis)

Le comté de Fairfax est l'un des comtés les plus riches et les vastes des États-Unis. Selon les recensements de données, le revenu moyen des ménages du comté de Fairfax est de 90 937,00 \$, soit le plus élevé des États-Unis, et la population a augmenté de 18,5 % depuis 1990. Comme la Chambre de commerce du comté de Fairfax aime se vanter : « Le comté de Fairfax a des racines rurales, car dans les années 1950 encore c'était le premier producteur de lait dans (État). Aujourd'hui, le comté est un centre mondial de commerce et la plaque tournante technologique de la côte est des États-Unis. Plus de 4000 compagnies de technologie y ont des bureaux, y compris des chefs de file de l'aérospatial, du commerce électronique, des services Internet, du développement des logiciels et des télécommunications. Il s'agit véritablement du foyer de l'Internet puisque plus de la moitié du trafic Internet mondial franchissent chaque jour les frontières de Virginie. »¹¹ La population du comté de Fairfax approche d'un million d'habitants; il est intéressant de noter qu'il y a dans le comté 32 000 voitures de marque Volvo et Mercedes-Benz, c.-à-d. une pour 30 habitants.¹²

Malgré la richesse, « en regardant leur chèque de paie, les gens ne se sentent pas très riche par ici » déclare Stephen Fuller, professeur de politique publique à l'Université George Mason qui étudie la démographie de la région de Washington. « Nous sommes tellement occupés au travail, et nos enfants sont tellement occupés que nous possédons davantage de voitures, nous mangeons au restaurant plus souvent, et ainsi de suite. Nous dépensons notre argent pour bien vivre, mais pas de manière ostentatoire ni comme des gens riches. »¹³ C'est une région où « les gens se trouvent chanceux de trouver une maison à trois chambres pour moins de 400 000 \$; où des parents aisés créent une société à but non lucratif pour bâtir un terrain de jeu de 90 000 \$ pour leurs enfants; où les débouchés économiques attirent des travailleurs spécialisés en technologie du monde entier; et où les familles à revenu moyen et bas doivent lutter pour survivre. »¹⁴

C'est un endroit où les parents dépensent de fortes sommes pour les bals de fin d'études secondaires, les fêtes d'anniversaire et les fêtes du début des études postsecondaires. « À l'école secondaire West Springfield, les parents ont décidé de faire des adieux en beauté à la promotion 2000, alors ils ont recueilli près de 60 000 \$ pour une fête qui a duré toute la nuit. Ils ont engagé l'orchestre Pat McGee, un groupe de Richmond qui a déjà enregistré plusieurs disques chez des grands éditeurs, et distribuent des prix de présence tels des téléviseurs, des bicyclettes et des chaînes stéréo.»¹⁵

Dans le comté de Fairfax, les excès des autres amènent ceux qui gagnent bien leur vie, au moins par comparaison à pratiquement n'importe quel autre endroit sur terre, à se plaindre tout simplement qu'ils n'en ont pas assez. Lisa et Steve Pagliocchini, qui gagnent 90 000 % par an, se plaignent : « Je regarde autour de moi et je vois des gens qui ont des maisons de 400 000 \$ et deux belles voitures et deux enfants, et je me demande : « Qu'est-ce que je ne fais pas? », déclare Lisa. « Ce fait n'est pas que nous n'avons pas d'argent; c'est que notre argent ne semble pas valoir autant. »¹⁶

Le comté de Fairfax est fier de ses écoles publiques, et leurs élèves ont toujours obtenu des scores largement supérieurs à la moyenne de l'État et à la moyenne nationale dans les examens standardisés d'entrée au postsecondaire. C'est un comté où largement plus de la moitié de la population a au moins un diplôme postsecondaire. Mais c'est également un lieu où des problèmes nouveaux menacent un passé vulnérable. Pour répondre aux nombreux besoins des gagnants du capitalisme effréné, il y a de plus en plus d'emplois de service non spécialisés. Beaucoup de ces travailleurs sont des immigrants récents et qui ont des enfants.

Par conséquent, « Fairfax doit supporter toute une série de nouveaux programmes coûteux que certains des comtés voisins ignorent. Il y a un plus grand nombre d'élèves provenant de familles à revenu modique ou pauvres. Le nombre d'enfants admissibles à un déjeuner gratuit ou à prix réduit a grimpé en flèche jusqu'à atteindre plus de 30 000 cette année, soit deux fois de plus ce qu'il y a dix ans. Pendant la même décennie, le nombre d'élèves qui ne parlent pas couramment l'anglais a plus que triplé, et le nombre d'élèves en difficulté a plus que doublé. »¹⁷ Le comté de Fairfax a 200 écoles publiques et le budget de 2002 de son conseil scolaire était de 1,49 milliard de \$, dont un déficit de 23,6 millions de \$,

« Ici, dans les écoles du comté de Fairfax – l'un des plus grands et des meilleurs districts dans l'un des comtés les plus riches en Amérique – 15 000 élèves suivent leurs cours dans les classes mobiles. » Selon le conseiller scolaire Stuart Gibson, « Depuis cinq ans, nous avons accueilli 20 000 nouveaux élèves, alors que la plupart des districts scolaires n'ont même pas 20 000 élèves en tout. » Il ajoute : « La majorité des nouveaux élèves sont immigrants. Le coût moyen de l'instruction d'un élève est de 7 750 \$, alors que le coût moyen de l'instruction d'un élève en ALS (anglais langue seconde) est de 10 470 \$; or la population d'élèves d'ALS a triplé depuis 10 ans. »¹⁸

Outre le nombre croissant d'élèves en difficulté, le comté de Fairfax, comme les districts scolaires de tout le pays et de bien d'autres pays, doit faire face au problème du recrutement des enseignants. En effet, beaucoup d'enseignants quittent les écoles du comté, en partie en raison du fait que le coût du logement dépasse les moyens des employés du comté. Il est devenu proverbial dans les milieux du secteur public à Fairfax que les gens qui travaillent pour le comté n'ont pas les moyens d'y habiter. Un professeur du secondaire, Dave Blakely, déclarait récemment au journal local : « J'habite à Leesburg (environ 45 minutes en voiture de l'école où il enseigne), parce que ce n'est que là que j'ai les moyens de me loger. »¹⁹

Dave Blakely, avec 4000 autres professeurs des écoles du comté de Fairfax qui font actuellement la grève du zèle, n'a pas hésité à déclarer qu'il songe sérieusement de trouver une autre école où enseigner l'an prochain, car il se sent frustré de travailler pour un salaire largement inférieur à celui de presque tout le monde dans le comté. « Le salaire de départ pour un professeur avec un grade universitaire est généralement inférieur à 35 000 \$. Les professeurs arrondissent leur fin de mois en travaillant dans des restaurants, dans des grands magasins, en prenant des dizaines d'élèves en cours particulier. D'autres ont même des PME. »²⁰ Le comté de Fairfax engage « presque 2 000 nouveaux professeurs par an. Il y a quelques années, 80 % des professeurs du comté de Fairfax avaient 20 ans d'expérience ou davantage. Aujourd'hui, 65 % ont cinq ans d'expérience ou moins. »²¹

Le comté de Fairfax est un résumé des richesses, des aspirations, des contradictions, de la concurrence, des inégalités, de la frénésie et des problèmes naissants du « capitalisme effréné. »

Qu'est-ce que le « capitalisme effréné », et fera-t-il son apparition chez vous prochainement?

Dans une allocution de mai 2000, Lawrence Summers, alors Secrétaire au Trésor américain, livrait quelques réflexions sur ce qu'on appelait la Nouvelle économie. « Cette notion est à la fois palpable et amorphe, plus souvent déclarée que définie, affirmait-il. Mais s'il y a un changement fondamental au cœur de cette notion, ce doit être la transition d'une économie basée sur la production de biens physiques à une économie basée sur la production et l'application des connaissances. »

La Nouvelle économie, d'après Summers, paraît se comporter différemment des économies agricole et industrielle d'autrefois. « Que l'on songe au modèle du blé, exemple classique donné par Adam Smith : lorsque les prix augmentent, les agriculteurs produisent davantage, et les consommateurs achètent moins, et l'équilibre est établi à un niveau de demande inférieur. » Selon Summers, ce modèle classique de l'économie représente une rétroaction négative, liée par des contraintes à court terme d'offre et de demande. On pourrait la comparer à un thermostat qui arrête le calorifère lorsque la maison devient assez chaude.²²

« Par contraste, observe Summers, l'économie de l'information sera de plus en plus caractérisée par une rétroaction positive. » Dans une économie traditionnelle, les nouvelles technologies et les nouveaux produits sont d'abord coûteux et rares, et ne deviennent bon marché et courant que progressivement : il suffit de songer à la réfrigération, à l'automobile, au téléphone interurbain. Dans la Nouvelle économie, une capacité additionnelle semble devenir disponible aussi rapidement et si peu coûteusement (que l'on songe à la puce informatique) que les contraintes traditionnelles d'offre semblent presque négligeables. « Dans un tel monde, conclut Summers, c'est l'avalanche plutôt que le thermostat qui devient le modèle de la politique économique. »²³

La Nouvelle économie, ou ce que j'appelle le capitalisme effréné, tourne à plein rendement et utilise la meilleure puissance intellectuelle du monde pour rechercher des profits à tout prix. La rapidité et l'intelligence sont les clés pour gagner au jeu du capitalisme effréné.

Edward Luttwak, chercheur principal au Center for Strategic and International Studies de Washington, saisit bien l'essence du capitalisme effréné. Voici ce qu'il écrit en 1996 : « Aujourd'hui, il y a une seule orthodoxie économique, enseignée et proclamée par presque toutes les économies universitaires, célébrée joyeusement par Wall Street et les chefs d'entreprise, et pleinement acceptée par les démocrates comme les républicains, et les principaux partis européens. Il s'agit de la croyance que le capitalisme suralimenté, c.-à-d. un changement accéléré alimenté par le libre échange mondial et la déréglementation intérieure, est la seule manière de gérer une économie. »²⁴

Roberto Goizueta, ancien PDG de Coca-Cola, énonce très clairement la logique du capitalisme effréné. « Les entreprises sont créées pour répondre aux besoins économiques, déclare-t-il. Lorsqu'elles tentent de faire tout pour tout le monde, elles échouent. Nous avons une seule mission : produire un juste rendement pour nos propriétaires. Nous devons nous concentrer sur notre devoir de base : créer la valeur avec le temps. »²⁵ Le profit règne par-dessus tout, et tout le reste est secondaire.

Dans le capitalisme effréné, les travailleurs ne sont guère fidèles à leurs compagnies et vice versa, et la même observation s'applique aux entreprises et aux communautés, et de plus en plus aux pays et aux entreprises. Pour gagner dans le capitalisme effréné, il est essentiel que vous vieilliez d'abord à vos propres intérêts. Le capitalisme effréné s'oppose fondamentalement

aux arguments des biologistes, des partisans des communautés, et des théologiens, qui affirment que : « Il n'est pas possible de choisir entre soi et la société car les deux sont réciproques. L'un ne peut réellement exister sans l'autre. »²⁶

Le capitalisme effréné est mû à grande vitesse par la cupidité, l'intelligence humaine, l'adaptabilité, l'ouverture et le changement technologique. Les technologies de l'information et des communications ont encouragé la réorganisation des entreprises, des industries et des marchés. « Aujourd'hui, les technologies de l'information permettent aux industries de reconnaître instantanément l'évolution de la demande, et de gérer leurs stocks plus efficacement et plus rapidement. Elles accélèrent le développement de nouveaux produits et de leur mise en marché. Les superordinateurs, par ex., ont aidé les constructeurs d'automobiles de Detroit à réduire de moitié ou davantage le délai de mise au point de nouvelles voitures. Elles ont aidé les sociétés pharmaceutiques à réduire de plusieurs années le délai de mise au point de nouveaux médicaments anticancéreux. »²⁷

Le président de la banque de réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, décrivait la situation en avril 2000 dans un rapport au président Clinton, dans lequel il notait : « Même s'il existe plusieurs explications possibles pour une économie qui est à bien des égards sans précédent dans nos annales, la plus convaincante semble correspondre à la poussée extraordinaire d'innovations technologiques qui est apparue pendant les dernières décennies du siècle dernier. »²⁸

Selon Alain Greenspan, la tendance à l'emploi croissant des TIC et d'autres technologies dans les années 1980 apportait ses fruits dans les années 1990 en rendant les entreprises plus efficaces et plus souples. Selon ce point de vue, une connaissance plus exacte et à jour des conditions du marché permet d'employer un moins grand nombre de travailleurs pour produire et délivrer une plus grande quantité de biens et de services, permettant aux entreprises et à leurs employés de travailler plus intelligemment et plus rapidement qu'ils ne le pouvaient dans le passé. Les taux de productivité ont grimpé en flèche depuis les années 1990 car les nouvelles technologies ont permis de produire davantage de biens et de service avec un plus petit nombre de travailleurs.

Le capitalisme effréné n'est pas un phénomène américain. Pour le meilleur et pour le pire, comme le rock n'roll, les hamburgers et le fast food, les pointes de vente de café latté, et la fièvre aphteuse, ces tendances traversent l'Atlantique dans les deux sens et même font le tour du monde. Par la mondialisation, les tendances économiques et sociales qui s'exercent dans le comté de Fairfax et ailleurs en Amérique influencent également d'autres pays.

Selon le président de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le capitalisme effréné encourage les citoyens à « prendre davantage de responsabilités individuelles pour leur propre destin. Ils ont la possibilité de s'engager davantage dans la prise de leurs propres décisions relatives à leur environnement économique et social. Les gouvernements doivent veiller à ce que leurs propres citoyens aient les moyens d'assumer ces nouvelles responsabilités. Mais les citoyens qu'ils gouvernent doivent eux aussi devenir entrepreneurs et innovateurs. Il faut donc jeter bas les obstacles dans nos esprits aussi bien que les obstacles au commerce, à la concurrence et à l'innovation. »²⁹

Comme le chancelier de l'Échiquier britannique, Gordon Brown, a noté récemment : « Les réformes en Grande Bretagne et en Europe sont bâties sur les nouvelles réalités de l'économie mondiale : des économies ouvertes et non plus abritées, des marchés des capitaux internationaux et non plus nationaux, une concurrence mondiale et non plus locale. »³⁰

Que l'on s'en rend compte ou non, chaque communauté lutte vraisemblablement déjà pour assimiler les changements, les occasions et les problèmes présentés par le capitalisme effréné. Il importe également de signaler que la « tâche de jeter bas les obstacles de l'esprit » repose de plus en plus sur les écoles. De part et d'autre de l'Atlantique, celle-ci se voit demander de préparer tous les enfants à la vie dans un milieu de la « concurrence mondiale. » Les enjeux sont de plus en plus importants, mais l'on ne peut s'empêcher de se demander si la plupart des gens le comprennent.

Pourquoi le capitalisme effréné est-il important pour ceux qui travaillent avec les enfants?

Robert Reich, ancien ministre du Travail américain, écrivait en 2001 : « La nouvelle économie est extraordinaire mais nous lui sacrifions des éléments de notre vie, notre vie de famille, nos amitiés, nos communautés, nous-même. » Les merveilles du capitalisme effréné se retrouvent dans la vague d'achat des vingt dernières années. Depuis les années 1980, les consommateurs américains ont acheté des biens et des services plus abondants et plus variés que toutes les générations dans l'histoire.

Au début du 21^e siècle, l'ambition qui sous-tend leur rêve d'une petite maison en banlieue avec une voiture pour la famille et des vacances chaque année s'est largement développée. En moins de 50 ans, les maisons ont doublé de superficie et de plus en plus de gens ont une résidence secondaire, plusieurs véhicules, des bateaux de plaisance et d'autres machines motorisées. Le mobilier d'une maison d'aujourd'hui comporte à présent plusieurs téléviseurs, des lecteurs de DVD, des chaînes stéréo, un ordinateur personnel ou deux, mis à niveau tous les deux ans, et de nombreux autres articles et gadgets électroniques. Des vêtements de marque sont désormais considérés obligatoires non seulement pour les adultes, mais encore pour les adolescents, et même pour les bébés.³²

Pour une grande partie de la classe moyenne, cette consommation a été facilitée par le crédit facile. Malgré l'expansion de l'économie depuis vingt ans, les États-Unis ont « emprunté environ 5 billions de \$ des épargnants du monde, surtout des Japonais, pour financer leur consommation et leur investissement. Alors que les États-Unis était le plus grand créancier au monde après la 1^{ère} guerre mondiale, il était devenu le plus grand débiteur vers 1985. »³³ Pour payer tout cela, les familles américaines travaillent de plus en plus fort.

Par conséquent, les services de garderie, les éducateurs et les écoles doivent non seulement dispenser aux enfants une éducation de plus en plus exigeante, mais encore combler le vide laissé par leurs parents. De plus en plus de gens se concentrent presque exclusivement sur leur réussite et leurs débouchés personnels, il en revient à voir les enfants comme étant en concurrence « avec d'autres » biens et services auxquels il faut choisir de consacrer un pouvoir d'achat limité. »³⁴ Pour certains habitants du comté de Fairfax, les enfants sont simplement un choix parmi d'autres – avoir des enfants équivaut à acheter un autre bien de consommation.

Cette attitude est bien saisie dans un article de la Harvard Business Review sur les travailleurs du secteur technologique dans une entreprise d'Internet du comté de Fairfax. Les employés qui n'avaient pas d'enfants se sentaient injustement traités parce que leurs collègues parents avaient des jours de congé pour assister aux événements et activités de leurs enfants. L'une des employés sans enfants, Jana, déclarait à son patron : « Ce qui nous gêne le plus, c'est que les trucs familiaux sont jugés plus importants – les parties de football, les pièces de théâtre à

l'école, les cérémonies de remise des grades. Eh bien, j'ai moi aussi des choses importantes dans ma vie, mais simplement il n'y a pas d'enfants dedans. »³⁵ Dans le terrain de stationnement du milieu de travail de Jana, une voiture arborait fièrement un autocollant de pare-chocs déclarant : « Libre d'enfants (et non sans enfants) ... et heureux de l'être. »³⁶

Selon le Washington Post, « L'évolution du monde des entreprises s'inscrit dans une lutte culturelle à plus grande échelle. Une partie croissante de la population s'institue « libre d'enfants » ou « sans enfants par choix », et s'oppose aux parents fiers de l'être. Les forces des « libre d'enfants » soutiennent que la société doit cesser de favoriser les gens simplement parce qu'ils sont parents. La liste des ressentiments est longue : les avantages fiscaux, le bénéfice des parents, le remboursement des traitements d'infertilité par l'assurance-santé, les forfaits familiaux dans les villégiatures, les collègues qui partent plus tôt que les autres pour assister aux parties de football, même les affiches qui réservent les meilleures places de stationnement aux femmes enceintes ou parents de jeunes enfants. » ³⁷

Ces gens recherchent une société « neutre à l'égard des enfants. » Dans le comté de Fairfax, cette attitude s'exerce de plusieurs façons. Il est désormais considéré déplacé d'amener de jeunes enfants à beaucoup de restaurants de la région. Par ailleurs, les « parents avec de jeunes enfants » ne bénéficient plus d'un embarquement prioritaire à l'aéroport. Les personnes âgées ou handicapées et les femmes enceintes qui désirent s'asseoir à bord d'un autobus ou d'un métro n'ont pas de chance : c'est chacun pour soi à présent, que l'on soit homme, femme enceinte ou bébé. Un tel durcissement des attitudes à l'égard des enfants engendra certainement une génération encore plus égoïste dans l'avenir.

Si le fait d'être parent est désormais considéré comme un simple choix économique parmi d'autres qu'offre le capitalisme effréné, il devient de plus en plus difficile pour les parents de considérer leurs enfants comme leur responsabilité principale et la plus importante. Au fur et à mesure que les hommes et les femmes tirent des avantages de plus en plus importants de leur travail, l'importance relative de la vie de famille par rapport au travail diminuera, et il ne sera donc pas étonnant que les gens investiront moins dans leurs familles que dans leur vie individuelle et dans leur carrière.

Aux États-Unis, le nombre de foyers avec des enfants diminue depuis les années 1970. En 1960, 45 % des foyers étaient constitués de couples mariés avec des enfants à la maison; cette proportion avait chuté à 23,5 % en 2000. Non seulement le nombre de couples mariés et ayant des enfants à la maison a-t-il diminué, mais encore le pourcentage de gens vivant seuls avait augmenté de 17,5 % en 1970 à 25,8 % en 2000. Autrement dit, le foyer typique est vide d'enfants.³⁸

Les gens qui décident d'avoir des enfants, doivent travailler plus fort et plus longtemps tout en sous-traitant de plus en plus les responsabilités qui étaient jadis dévolues à la famille. Dans le comté de Fairfax, les changements économiques des deux dernières décennies ont certainement apporté de nombreuses avantages, y compris des milliers de nouveaux emplois mais pour beaucoup, la vie est devenue de plus en plus synonyme de travail.

Le Conseil économique du président Clinton saisissait bien cette tendance lorsqu'il observait en 1999 : « L'emploi atteint des niveaux records : le nombre de travailleurs employés atteint un sommet, le taux de chômage est plus bas qu'il ne l'a été depuis 30 ans, et après des années de stagnation, les salaires réels, ajustés pour l'inflation, augmentent enfin. »³⁹ Les Américains « consacrent plus d'heures de travail que dans les autres pays industrialisés, presque deux semaines de plus par an que les Japonais et 14 semaines de plus que les Norvégiens. »⁴⁰

Dans le capitalisme effréné, nous ne travaillons pas pour vivre, nous vivons pour travailler.

En Amérique, et ceci s'applique certainement au comté de Fairfax : « Plus vous êtes riche, et plus il y a de chances que vous consacrez au travail des heures longues et stressées, et que vous y pensez même quand vous n'êtes pas au travail. Une vie professionnelle frénétique peut ou non vous enrichir, mais être plus riche semble certainement appeler une vie plus frénétique. »⁴¹

Entre 1996 et 1998, John Abbott et moi partageons un bureau à Washington avec l'une des plus grandes banques au monde. La majorité des professionnels avaient près de 30 ans ou un plus, ils touchaient à Noël des primes allant jusqu'à 100 000 \$ ou davantage. En contrepartie de cette richesse, ils vivaient essentiellement au bureau, lequel était doté d'une douche et de placards pour y conserver des vêtements.

De temps à autre, je passais au bureau tard un samedi ou un dimanche soir pour y prendre des papiers et je rencontrais invariablement quelques uns de ces jeunes gens. Le travail était leur vie et ils étaient bien payés pour ce qu'ils faisaient, mais il semblait parfois que ce n'était pas que l'argent qui les motivait. L'un des dirigeants, un homme qui a payé plusieurs millions de dollars d'impôt pendant le premier trimestre de 1997 seulement, vivait essentiellement au bureau depuis tôt le lundi matin jusqu'à tard le vendredi soir. Il se rendait en Floride dans son avion personnel pour passer chaque week-end avec sa famille.

Essentiellement, le capitalisme effréné permet aux personnes qui ont l'éducation, les compétences, et les relations voulues, et une ardeur au travail presque surhumaine, de s'enrichir inimaginablement. Lorsque l'économie se porte bien, comme c'était le cas pendant presque toute la décennie des années de 1990, le capitalisme effréné élargit le cercle de ses récompenses. Même les plus pauvres en Amérique ont vu leur revenu augmenté à la fin des années 1990, et beaucoup de nouveaux immigrants aux États-Unis ont beaucoup bénéficié des possibilités offertes par les entreprises informatiques et d'Internet. Une amie nigérienne s'est installée dans le comté de Fairfax pour travailler dans la programmation informatique pour plusieurs grandes sociétés entre 1996 et 2000. Pendant ces quatre ans, elle a gagné en moyenne plus de 120 000 \$ par an, et était constamment assaillie par des offres de chasseurs de tête qui lui proposaient de changer d'emploi en contrepartie d'un meilleur salaire.

Après le crash de la bourse, depuis 2001, elle n'est plus parvenue à trouver d'emploi dans la région de Washington, et a donc accepté un contrat d'un an au Texas chez Motorola. Elle a emballé tous ses effets personnels, dit au revoir à sa famille et à ses amis et s'est rendue en voiture à Austin. Elle n'était là que depuis un mois lorsqu'elle a reçu son avis de congédiement. Malheureusement, au moment même où elle a perdu son emploi, elle venait de se blesser gravement à la hanche et devait subir une intervention chirurgicale. Elle devrait à présent la payer elle-même et revenir en Virginie par ses propres moyens. Heureusement, elle pouvait vivre chez des parents dans le comté de Fairfax, et elle avait économisé une grande partie de ce qu'elle avait gagné pendant les belles années. Elle est actuellement en convalescence et cherche un nouvel emploi.

Beaucoup de gens affirmeraient, malgré de telles anecdotes malheureuses, que c'est là le comportement normal d'une économie de libre marché. Mais une telle incertitude et une telle insécurité contrastent avec notre passé économique récent. Entre la fin de la 2^e guerre mondiale et le début des années 1980, les sociétés américaines et leurs salariés étaient liés par

un solide contrat social. On retrouve ce contrat social à la première page du manuel du personnel d'AT&T de 1947. La compagnie de téléphone géante annonçait : « L'entreprise s'efforce de prendre ses employés en charge pendant toute leur carrière et au-delà. En contrepartie, elle attend naturellement des employés qu'ils se préoccupent sincèrement du bien-être de l'entreprise et prennent personnellement la responsabilité de sa réputation et de sa réussite. »⁴² Ce contrat social existait également en Angleterre, mais a été radicalement modifié depuis les années 80.

Aux États-Unis comme au Royaume Uni, une bonne partie de la société contemporaine « était bâtie sur des relations d'emploi stables caractérisées par un avancement très visible et une croissance régulière des salaires. Des investissements individuels à long terme comme la propriété mobilière et les études universitaires pour les enfants, les liens avec la communauté et la stabilité qu'ils engendrent, et la qualité de vie hors du travail, ont tous été enrichis par la réduction du risque et de l'incertitude professionnels. »⁴³ Tout cela a tendance à être affaibli par le capitalisme effréné. Cette incertitude se confirme dans le comté de Fairfax, où plus de 30 % des élèves de 4^e année (c.-à-d. de 8 et 9 ans) ont changé d'école pendant les deux années précédentes.

La disparition du contrat social de l'après-guerre a pour parallèle un creusement des disparités au plan de la richesse et des possibilités dans la vie. Il y a toujours eu et il y aura toujours des riches et des pauvres. L'expérience communiste qui visait à modifier cette réalité a engendré plus d'horreur qu'elle en a soulagée.

Toutefois, il importe d'envisager le côté d'ombre d'un monde où « les 200 plus riches ont plus que doublé leur valeur nette dans les quatre années qui ont précédé 1999, jusqu'à atteindre plus d'un billion, soit une moyenne de 5 milliards de \$ chacun. Leur richesse combinée (les sept plus riches sont américains) est à présent égal au revenu annuel combiné des 2,5 milliards de gens les plus pauvres au monde. Combien représentent 5 milliards de \$? Investie à 5,2 %, cette somme procurerait un revenu régulier de 5 millions de \$ par semaine. »⁴⁴ James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, note que « trois milliards de personnes vivent avec moins de 2 \$ par jour; et 500 millions avec moins de 1 \$ par jour, c.-à-d. la pauvreté absolue. »⁴⁵

Aux États-Unis, les inégalités de revenu entre travailleurs se sont aggravées depuis les années 1970. Selon l'économiste Paul Krugman, « La distribution de la richesse (c.-à-d. les biens que possèdent les gens, que ce soit les valeurs mobilières, de l'immobilier ou que ce soit d'autres) ne ressemble pas à la courbe de Bell tant prisée des statisticiens, mais plutôt à une courbe en pente de ski, c.-à-d. dont une bonne partie de la masse s'étend vers la droite. Autrement dit, une large proportion de la richesse totale est détenue par un petit nombre de familles. »

Krugman poursuit : « Pour vous donner une idée des conséquences, il ne vous impressionnera peut-être pas de savoir que 25 % des familles américaines possèdent plus de 80 % des biens privés. Mais largement plus de la moitié de la richesse de ces 25 % est entre les mains du cinquième supérieur de ce groupe, c.-à-d. des cinq pour cent les plus riches. Environ la même proportion de cette richesse est entre les mains du cinquième supérieur de ce groupe là, c.-à-d. le pour cent supérieur de familles. Même si notre vision statistique commence à se brouiller à de telles altitudes, il est plus ou moins certain que la plus grande partie de la richesse du un pour cent supérieur est en réalité entre les mains du 0,2 %, et ainsi de suite jusqu'à Bill Gates. »⁴⁶

En 2000, la valeur nette de Bill Gates seule était égale à la valeur nette totale des 50 % inférieurs des familles américaines. Le Royaume Uni se classe derrière les États-Unis selon les mesures de l'inégalité de la richesse. Tous ces changements économiques ont amené les gouvernements à demander aux éducateurs d'en faire plus. Les éducateurs sont en première ligne du changement de nos sociétés. Un membre d'un groupe de réflexion éducatif aux États-Unis saisissait récemment l'essence de cette tendance en déclarant : « Il faut que les écoles continuent car notre société s'effondrerait sans l'éducation. »⁴⁷

Mais l'éducation pour quoi faire? Pour produire une économie sans cesse plus vigoureuse, dont les avantages iront de façon disproportionnée à une petite minorité de la population en général? Ou pour instruire une société qui pourra, à force de réflexion, parvenir à un mode de vie plus équilibré?

L'impact du capitalisme effréné sur les enfants et les familles

Pourquoi ces statistiques économiques devraient être comptées pour ceux d'entre nous qui recherchons simplement une confortable existence bourgeoise et qui voulons simplement faire ce que nous pouvons pour aider nos enfants à apprendre? Cela doit nous intéresser parce que les facteurs économiques ont un impact réel sur les enfants et sur l'environnement dans lequel ils apprennent. En fait, leur influence peut même être supérieure à ce qui se passe en classe. Dès 1966, l'étude de James Coleman sur l'égalité des chances en éducation montrait qu'aux États-Unis, le rendement scolaire des élèves était le plus affecté non pas par les leviers de la politique gouvernementale (salaire des enseignants, effectif des classes) mais par l'environnement créé par la famille et les pairs d'un enfant.

Ce même James Coleman, clarifiant sa position en 1987, écrivait que les écoles peuvent faire une différence, mais que leur impact potentiel est largement limité par les facteurs reliés à la famille et à la communauté : « Comme le rapport sur l'égalité des chances en éducation l'affirmait il y a 21 ans, les variations dans les antécédents familiaux font une plus grande différence au niveau du rendement que les variations entre les écoles. Ceci ne signifie pas que « les écoles ne font pas une différence ».

Coleman observe encore : « Il semble bien qu'en l'absence de la scolarisation, les enfants, quels que soient leurs antécédents, apprennent très peu certaines choses comme les mathématiques. Les écoles, quelle qu'en soit la qualité, donnent de meilleurs résultats pour les enfants issus de solides antécédents familiaux que pour les enfants ayant des antécédents familiaux faibles. Les ressources consacrées par la famille à l'éducation de l'enfant se conjuguent à celles fournies par l'école; or les ressources familiales varient davantage que celles de l'école. La stratégie adoptée par les foyers axés sur la carrière et le revenu, qui font reposer sur l'État ou sur l'école le fardeau d'élever les enfants, et financent ses activités par les impôts ou les frais de scolarité, se heurte à ce fait. »⁴⁸

La dernière phrase de Coleman doit être importante lorsqu'on considère que dans un nombre croissant de familles, les deux parents travaillent. L'une des conséquences des changements économiques récents est que presque tout le monde travaille plus longtemps, y compris les parents. « Depuis vingt ans, les pères américains passent 3,1 heures par semaine de plus au travail et les mères, 5,2 heures. Les pères au travail d'enfants de moins de 18 ans travaillent en moyenne 50,9 heures par semaine, et les mères 41,4 heures. »⁴⁹ L'allongement du travail des mères hors du foyer n'est pas limité aux États-Unis. « Au Royaume Uni, 56 % des mères d'enfants de moins de six ans sont au travail, par comparaison à 43 % il y a 10 ans. Cette proportion est passée au Pays-Bas de 32 % à 61 %. »⁵⁰

Je ne propose pas que les femmes réintègrent la cuisine. D'ailleurs, ma femme et moi, nous sommes aux prises avec ces problèmes puisque nous avons tous deux des carrières auxquelles nous tenons et que nous avons par ailleurs un bébé. Nous avons décidé de réorganiser nos horaires de travail (ma femme travaille une partie du temps au bureau et une partie du temps à la maison) pour pouvoir nous occuper de notre fille. Ceci nous a coûté cher en salaire, en retraite et en prestation médicale. Il nous faut veiller tard le soir pour travailler lorsque notre bébé dort; je me suis aussi chargé de nombreux rôles traditionnellement dévolus aux ménagères – cuisine, vaisselle, aspirateur, couches, etc. C'est épuisant, mais nous croyons que c'est dans l'intérêt de notre petite. C'est également amusant.

Finalement, si nous attachons de la valeur à nos enfants et que nous voulons les préparer à prendre en charge leur avenir avec succès, nous devons être disposés à modifier notre mode de vie en fonction de leurs besoins. Il ne s'agit pas d'attendre toujours que nos enfants modifient leurs besoins en fonction de notre mode de vie.

La controverse sur l'impact du travail des parents et de la garderie sur les enfants est vive. « Le simple fait que les parents travaillent ne crée pas nécessairement de problèmes pour les enfants, c'est ce que les données les plus probantes nous amènent à croire, » affirme Andrew Cherlin, sociologue à l'Université Johns Hopkins, qui ajoute « Bien sûr, la vie de nos enfants est plus structurée, mais rien ou presque ne nous permet de croire que cela leur fait du tort. »⁵¹

Par contraste, « la plus récente étude du professeur John Ermisch et de Marco Francesconi de l'Université de l'Essex, a constaté que les enfants dont les mères travaillaient à temps partiel pendant de longues périodes lorsqu'ils avaient entre un et cinq ans avaient moins de chance que d'autres enfants de réussir à leurs examens « A level ». Ils courraient également un risque accru de chômage et de stress psychologique lorsqu'ils étaient jeunes adultes. » Les recherches récentes « laissent à croire que l'effet positif d'une garderie de haute qualité ne suffit pas pour compenser l'effet négatif de l'emploi intensif de la mère pendant les premiers mois de la vie d'un enfant. C'est une conclusion qui ne plaira pas à beaucoup de gens, mais c'est ce que nous constatons, »⁵² déclare le P^r Jeanne Brooks-Gunn de l'Université Columbia.

Ellen Galinsky, présidente du Families and Work Institute de New York, affirme par ailleurs : « Ce n'est pas le fait d'être en garderie qui représente un problème, c'est le fait que les parents qui travaillent sont fatigués et stressés. »⁵³

Le P^r Donald Cohen, de l'Université Yale, affirme que les soins de grande qualité pour les enfants consistent simplement « à être là quand ils ont besoin de vous. Parfois, c'est tout simplement quand ils sont en détresse. À de tels moments, il se passe beaucoup de choses importantes entre les parents, qui sont dévoués à l'enfant et pour lesquels ce dernier constitue la principale préoccupation. La manière dont les parents réagissent à l'enfant qui pleure, qui a faim, qui s'est fait mal ou qui est déçu est critique. Cela fait une énorme différence s'il s'agit de votre enfant, un enfant que vous aimez vraiment et dont vous vous préoccupez sincèrement, ou de l'enfant de quelqu'un d'autre. Votre degré d'éveil ou de stress fait également une différence. »⁵⁴

Le P^r Jay Belsky, directeur de l'Institute for the Study of Children, Families and Social Issues au collège Birkbeck de Londres, livrait au Financial Times le résultat de la plus importante étude à long terme des garderies aux États-Unis. Il affirme que cette étude « a permis de constater que plus les enfants passent de temps en garderie à partir de la première année de leur vie, plus ils deviennent désobéissants, rebelles et agressifs, quelle que soit la qualité des soins. »

Il ajoute que ces conclusions, qui s'appliquent aux enfants nés de plus de 10 ans, ne doivent pas être ignorées parce qu'elles sont gênantes. « On nie volontiers que nous n'avons pas les moyens d'offrir, par ex. des congés prolongés pour les parents. Mais peut-être notre société n'a-t-elle pas les moyens de s'en passer. » Au fur et à mesure que se développe le débat sur le travail des parents et la garderie, il semble de plus en plus que le capitalisme effréné stresse les parents et pénalise les femmes et les hommes qui marquent une pause dans leurs carrières pour rester à la maison avec leurs enfants.

Mais ce ne sont pas seulement les jeunes enfants et leurs parents qui sont affectés par le capitalisme effréné. De nombreuses preuves anecdotiques laissent à croire que les adolescents sont également lésés faute de temps passé avec leurs proches. La journaliste Patricia Hersch écrivait récemment un article sur les adolescents d'une banlieue dans le comté de Fairfax : « Le changement le plus frappant chez les adolescents d'aujourd'hui est leur solitude. Les adolescents des années 1990 sont plus isolés et moins surveillés que les autres générations, non pas parce que leurs parents ne s'en soucient pas, ou leurs écoles, ou que leur communauté ne les valorisent pas, mais plutôt parce que les adultes n'ont pas eu de temps de les accompagner tandis qu'ils grandissaient. »⁵⁵

Dans l'une des plus importantes études auprès des jeunes jamais réalisées, la Public Agenda Foundation de New York notait fin 1999 que 42 % des adolescents « s'ennuient tous les jours ou presque, » et que 74 % passent leur temps libre « avec des amis, sans but précis. »⁵⁶ Les familles passent moins de temps ensemble. Dans une autre étude récente du YMCA, les adolescents américains disaient que leur principale préoccupation était « de ne pas passer suffisamment de temps avec leurs parents ». Plus de quatre parents sur dix déclaraient ne pas avoir suffisamment de temps à passer avec leurs enfants, surtout en raison de leurs obligations au travail.⁵⁷

Nous ne pouvons nous empêcher de nous demander s'il y a un lien entre la solitude accrue des enfants, ou le fait qu'ils sont de plus en plus confiés à des professionnels plutôt qu'à des proches, d'une part, et l'augmentation de la dépression et du suicide chez les adolescents d'autre part. Entre 1950 et 1995, le taux de suicide chez les adolescents de 15 à 19 ans a plus que quadruplé, alors que le taux chez les jeunes adultes de 20 à 24 ans, qui était plus élevé pour commencer, a presque triplé. La plus grande partie, n'est pas la totalité, de cette augmentation était concentrée chez les jeunes hommes, même si les jeunes femmes tentaient plus fréquemment de se suicider. En 2000, les Américains nés et élevés dans les 1920 et 1930 avaient moitié moins de chance de se suicider que les personnes de leur âge avaient été en 1950, alors que les Américains nés et élevés dans les années 1970 et 1980 avaient quatre fois plus de chance de se suicider que les personnes de leur âge l'avaient été en 1950. »⁵⁸

Cette constatation est toutefois un paradoxe. Pour la plupart des parents du comté de Fairfax, et partout aux États-Unis par ailleurs, déclarent vouloir passer davantage de temps avec leurs enfants. Une enquête récente sur les attitudes du public à l'égard des parents révèle que : « Au niveau le plus fondamental, les parents des jeunes enfants croient qu'il est préférable pour les très jeunes enfants d'avoir une présence parentale à temps plein à la maison, et c'est ce qu'ils préféreraient dans la plupart des cas pour leur propre famille. Dans les groupes de réflexion et les conclusions d'enquêtes, on retrouve un refrain incontournable : dans la mesure du possible, rien n'est préférable à la présence de la mère ou du père à la maison. Invités à choisir entre six situations de garde d'enfants qui pourraient être appropriées pour les enfants dans les premières années, sept parents sur 10 (soit 70 %) déclarent qu'il est préférable qu'un parent reste à la maison.

La plupart des parents des jeunes enfants (68 %) « préféreraient rester à la maison avec leurs enfants très jeunes »; les mères ont beaucoup plus de chance (80 %) que les pères (52 %) d'affirmer ceci. Deux parents sur trois (soit 66 %) sont tout à fait d'accord pour dire que « si la famille en a les moyens, il est presque toujours préférable pour les enfants qu'un parent reste à la maison à plein temps. Plus de moitié (56 %) sont tout à fait d'accord pour dire que « personne ne peut élever les enfants aussi bien que leurs propres parents. » Une majorité écrasante de parents d'aujourd'hui (81 % contre 1 %) affirment que les enfants qui passent la journée avec un parent à la maison ont plus de chance de recevoir affection et attention que ceux qui sont dans une garderie même de qualité. »⁵⁹

Récemment, les deux tiers des employés américains déclaraient qu'ils voudraient travailler moins, en moyenne deux heures par jour de moins si possible. Par ailleurs, la presse commence à documenter la disparition foudroyante du temps de loisir, au fur et à mesure que les boîtes vocales, le courriel et les téléphones cellulaires amènent les employés déjà stressés à se sentir obligés d'être disponibles en tout temps.⁶⁰

Malgré ce que les gens déclarent vouloir pour le meilleur de leur famille, la réalité est qu'il troque le temps passé avec leur famille contre les débouchés économiques. Selon Robert Reich, il y a une logique économique qui sous-tend cet échange : selon lui, l'inégalité croissante, ou la peur de rétrograder, est l'éperon du travail. Il raisonne que les personnes qui sont près du bas de l'échelle économique doivent travailler plus fort que dans les années 1950, 1960 et 1970 pour maintenir un revenu décent. Dans certains cas, il leur faut prendre deux ou trois emplois mal rémunérés, ou encore les deux partenaires au foyer doivent aller au travail le plus rapidement possible.

Les personnes qui se situent plus haut dans l'échelle économique ont plus à perdre en dollars réels et en statut, et par conséquent feraient un sacrifice économique comparablement plus élevé s'ils ne travaillent pas aussi fort que ceux qui occupent une position semblable. Ce phénomène a eu une influence notable sur les habitants du comté de Fairfax, à en croire certaines preuves anecdotiques. Un parent d'un élève de l'école secondaire déclarait récemment au Washington Post : « Dans cette région, les parents n'hésitent pas à offrir une BMW à leurs enfants pour aller à l'école. Il est incroyable de voir à quel point ils travaillent pour rester au niveau de leurs voisins. »⁶¹

Le capitalisme effréné fonctionne comme un tapis roulant qui va de plus en plus vite, et ceux qui ralentissent risquent de s'exclure de l'économie, ou au moins de rétrograder d'un ou deux échelons. Reich ajoute que cette tendance semble se faire jour dans d'autres pays aussi. « D'après les données provenant de divers pays, les P^r Linda Bell du collège Haverford, et Richard B. Freeman, de l'Université Harvard, ont constaté que l'ardeur au travail des gens est reliée à l'importance des disparités de revenus. Dans les pays où les écarts sont importants, comme aux États-Unis, les gens travaillent plus chaque année que les habitants des pays où les écarts sont moins importants, comme l'Allemagne. »⁶²

Selon Reich, « Les conclusions de Bell et de Freeman sont confirmées par une enquête dans laquelle les travailleurs de divers pays étaient invités à choisir entre trois énoncés relatifs à leur attitudes envers le travail : 1) « Je travaille seulement aussi fort que j'y suis obligé »; 2) « Je travaille fort mais pas au point que cela gêne le reste de ma vie »; ou 3) « Je m'efforce de faire le meilleur travail possible, même *si cela gêne le reste de ma vie* » (nos italiques). Aux États-Unis, où les écarts de revenu sont les plus importants, plus de 60 % ont choisi le troisième énoncé. En Allemagne, les disparités sont parmi les moins importantes, seulement 37 %

choisissent le troisième énoncé. En Grande Bretagne, où les écarts de revenu ne sont aussi importants qu'aux États-Unis mais beaucoup plus importants qu'en Allemagne, 55 % choisissent le troisième énoncé. »⁶³ Ceci contribue à expliquer pourquoi un nombre croissant de femmes dans le comté de Fairfax s'estiment obligées de revenir au travail quelques semaines après avoir accouché.

Les observations de Walter Lippmann en 1914 nous paraissent encore très actuelles au début du 21^e siècle : « Il n'existe pas une relation humaine, que ce soit entre parent et enfant, entre mari et femme, ou entre travailleur et employeur, qui n'évolue pas dans une atmosphère étrange. Nous ne sommes pas habitués à une civilisation compliquée. Nous ne savons pas comment nous comporter lorsque le contact personnel et l'autorité éternelle ont disparu. Il n'y a aucun précédent pour nous guider, il n'y a pas de sagesse qui n'est pas conçue pour un âge plus simple. Nous avons modifié notre environnement plus rapidement que notre capacité d'adaptation ne peut le supporter. »⁶⁴

L'impact du capitalisme effréné sur le capital social d'une communauté

Le milieu dans lequel vivent les enfants a un impact sur leurs résultats scolaires. Il y a à cela des raisons biologiques aussi bien qu'économiques et sociales. « Le concept de l'adaptation relative dans la biologie de l'évolution suppose que la réussite d'un individu ou d'une espèce dans un lieu donné dépend non seulement de ses gènes et de ses caractéristiques au plan de la biologie et du comportement, mais aussi des compétences des autres individus ou des autres espèces habitant le même créneau écologique et avec lesquelles elle rivalise. »⁶⁵ Il convient de noter soigneusement la dernière partie de cette phrase : nous ne vivons pas isolément, mais une partie de notre force intellectuelle provient d'autres habitants de notre créneau écologique, c.-à-d. notre quartier.

L'éducateur américain Howard Gardner propose un commentaire intéressant lorsqu'il note : « Il convient de se rappeler que l'éducation dépasse de loin les murs de l'école. Les écoles continuent de jouer un rôle important dans notre pays, et ont eu une influence qui pourrait être bien supérieure à ce qu'elle est dans d'autres régions du monde, mais le capital à la disposition des élèves et de leurs familles – capital social, intellectuel, et humain – continue d'être le meilleur facteur pour prédire la réussite à l'école et dans la vie. Donnez-moi le code postal d'un enfant et je prédirai ses chances d'achever des études postsecondaires, son revenu probable; ajoutez les éléments relatifs à son soutien familial (valeur des parents, des grands-parents, de son groupe ethnique et de sa religion) et il ne reste que très peu de degré de liberté, au moins dans notre pays. Une bonne partie de la crise éducative d'aujourd'hui ne peut être attribuée à la qualité de nos écoles ou de nos enseignants, mais plutôt à l'absence des types appropriés de capital social, aux valeurs souvent douteuses véhiculées par les mondes du divertissement, de la télévision et de la politique. »⁶⁶

Nous n'approfondirons pas dans cet article l'impact de la télévision sur les enfants mais je signalerai deux faits : 1) « La majorité des enseignants des écoles primaires publiques aux États-Unis signalent que leurs enfants font des devoirs pendant moins d'une heure par semaine, alors qu'ils regardent la télévision environ 22 heures par semaine. »⁶⁷ 2) Parvenus à l'âge de 19 ans, les enfants américains ont passé près de 19 000 heures devant la télévision, par comparaison à 16 000 heures seulement à l'école, et près des deux tiers de toutes les émissions de télévision ont un contenu sexuel.⁶⁸

Depuis longtemps, on connaît le rôle du capital social dans la transition réussie des enfants à l'âge adulte. L.J. Hanifan, superviseur des écoles rurales publiques en Virginie de l'Ouest en

1916, saisit l'essence du capital social lorsqu'il le décrit comme étant : « des substances tangibles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens, la bonne volonté, l'entraide, la sympathie et les rapports sociaux entre les individus et les familles qui constituent l'unité sociale. Laissez à lui-même, l'individu est sans défense dans la société. S'il entre en contact avec son voisin, et celui-ci avec d'autres voisins, ils accumuleront ensemble un capital social qui peut satisfaire immédiatement ses besoins sociaux et comporter un potentiel social suffisant pour améliorer substantiellement les conditions de vie de toute la communauté. L'ensemble de la communauté bénéficiera de la coopération de tous ces éléments, alors que l'individu trouvera dans cette association des avantages de l'aide, de la sympathie, et de l'entraide de ses voisins. »⁶⁹

L'hypothèse centrale dans la théorie du capital social est que les réseaux sociaux ont une valeur. Le capital social, c'est la valeur collective de tous les réseaux sociaux, c.-à-d. ce que nous connaissons, et de l'inclination qui découle de ces réseaux en vue de faire quelque chose les uns pour les autres, c.-à-d. les normes de réciprocité.⁷⁰ Les communautés qui possèdent un solide capital social sont des lieux « où les citoyens se font confiance les uns les autres, ils sont enclin à tenir parole, et où ils répugnent à tromper les étrangers, à donner ou à accepter des gratifications irrégulières, et où le civisme s'encourage entre citoyens par des moyens informels. »⁷¹

Les lieux riches en capital social sont également riches en possibilités d'apprentissage pour les individus et les organisations. La confiance est un élément central du capital social, et la confiance facilite l'apprentissage.

Comme l'OCDE le notait récemment, « il est extrêmement difficile de parvenir à de bons résultats au plan de l'apprentissage organisationnel en l'absence d'une interaction stable entre les entreprises et autres organisations, basée sur les normes de la confiance et du libre échange de l'information. Par conséquent, il est évident que des responsables politiques au niveau régional doivent élaborer les stratégies visant à favoriser des formes appropriées du capital social, qui constitue un mécanisme clé pour engendrer de meilleurs résultats au plan de l'apprentissage et de l'innovation dans les organisations. »⁷²

Malheureusement, il semble que la cohésion nécessaire pour la création d'un capital social donnant des résultats voulus commence à disparaître dans une grande partie des États-Unis, et que ce phénomène dure depuis près d'un quart de siècle. Cette disparition de la cohésion se confirme dans beaucoup de pays de l'Europe de l'Est. Robert Putnam, de l'Université Harvard, est l'auteur d'un compte rendu riche, vaste, réfléchi et captivant du déclin de l'engagement civique aux États-Unis depuis les années 1960.

Dans son livre *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*, Putnam note que l'Amérique devient de plus en plus une nation de spectateurs plutôt que d'acteurs. Il attribue ce phénomène à de nombreuses causes, notamment le changement économique, la généralisation de la télévision, l'évolution démographique et l'échelle impersonnelle des villes et des banlieues. Le fait que les citoyens se retirent de plus en plus de la vie communautaire a des effets pervers dans beaucoup de domaines de la vie sociale, et des effets particulièrement négatifs sur les enfants.

Putnam souligne que « les États qui obtiennent des scores élevés au plan du capital social, c.-à-d. où les habitants font confiance aux autres, adhèrent à des organisations, font du bénévolat, votent et ont des contacts sociaux avec leurs amis, sont ceux où les enfants s'épanouissent; où les enfants naissent en santé et où les adolescents n'ont pas tendance à avoir des enfants, à

décrocher de l'école, à s'adonner à la criminalité violente, ou à mourir prématurément par suicide ou homicide. Statistiquement, la corrélation entre un capital social élevé et un développement positif des enfants est pratiquement parfaite au niveau des analyses de données dans les sciences sociales. Des États comme le Dakota du Nord, le Vermont, le Minnesota, le Nebraska, et l'Iowa ont pour citoyens des adultes en bonne santé et engagés dans la société et des jeunes également en bonne santé et bien ajustés; tandis que d'autres États, surtout dans le sud, ont à relever d'immenses défis aussi bien chez les adultes que chez les jeunes. Le capital social se classe en deuxième classe, derrière la pauvreté seulement; pour l'étendue et la profondeur de ses effets sur la vie des enfants. La pauvreté est une force particulièrement néfaste car elle fait augmenter la fécondité, la mortalité et l'oisiveté chez les jeunes, l'engagement communautaire avait un effet précisément contraire. Le capital social est particulièrement important pour empêcher que les enfants ne naissent trop petits, et que les adolescents décrochent de l'école, traînent dans les rues, et aient les enfants hors du mariage. »73

Le capital social joue également un rôle important dans la détermination de la réussite des élèves. Putnam déclarait récemment à une réunion à la Maison Blanche : « En tant qu'éducateur, je suis très impressionné par les efforts déployés par le gouvernement pour réduire l'effectif des classes. Les données statistiques indiquent que le facteur qui prédit le mieux le rendement des écoles et des communautés, par ex. les scores en math et en science, est le capital social de cette communauté, ce facteur est encore plus important que l'effectif des classes. »74

Comme James Coleman mettait en garde en 1987, nous ne pouvons sous-estimer « l'importance de l'intégration des jeunes dans les milieux d'adultes qui sont le plus proche d'eux, d'abord, bien sûr, la famille, et ensuite, un milieu communautaire d'adultes (dont la communauté religieuse est l'exemple dans tous ces résultats). »75

Le capitalisme effréné a un impact sur les communautés. Tout d'abord, comme nous le disions plus haut, il sépare les adultes et les enfants pendant de longues heures, les premiers au travail et les derniers seuls ou livrés à des systèmes structurés de soins et d'instructions. En second lieu, il engendre un étalement urbain caractérisé par des quartiers faits de grandes maisons isolées des voisins, des commerces ou des centres communautaires, etc. J'habite dans un quartier de maisons en rangées, et à cause de la proximité de mes voisins, j'ai été bien obligé de faire leur connaissance. À l'occasion d'une réception, à un soir, plusieurs de mes voisins disaient qu'ils voulaient acheter une des « grandes maisons uniques familiales » qui entourent notre quartier de maisons en rangées. Un des invités a déclaré, « Pour ma part, je préfère votre quartier parce qu'on y respire un sentiment de communauté qui est absent dans mon quartier (de grandes maisons isolées). »

En troisième lieu, le capitalisme effréné a un impact sur les communautés parce qu'il exige que les adultes et les enfants passent de plus en plus de temps en voiture à se précipiter d'une activité à l'autre. Quatrièmement, le capitalisme effréné favorise les disparités au plan des revenus et des possibilités. Robert Putnam explique la signification de ce fait lorsqu'il écrit : « Au fil du temps, sans distinction dans l'espace, partout dans les États américains, il existe un lien positif très solide entre le degré d'égalité économique et le degré de capital social. Les lieux qui en Amérique présentent les plus faibles écarts de revenu sont ceux où le niveau d'engagement civique est le plus élevé. »76

L'élaboration de réseaux, la construction d'organisations, l'éducation des enfants, tout cela prend du temps. Cependant, du point de vue de l'apprentissage des enfants, rien ne

rapporterait davantage que la conjonction des efforts d'un groupe de citoyens autour des besoins de développement de tous les jeunes de la communauté. Les parents le comprennent intuitivement, et beaucoup désirent s'engager dans les organisations auxquelles leurs enfants s'intéressent à s'adhérer. D'ailleurs, une bonne partie de l'anxiété que les parents déclarent ressentir est directement reliée à l'équilibre difficile entre le besoin qu'ils ont de travailler et leur désir de passer du temps avec leurs enfants.

Ma cinquième et dernière observation sur les aspects négatifs du capitalisme effréné est la suivante : celui-ci exige de plus en plus des systèmes scolaires qui, dans bien d'endroits, sont déjà sollicités au maximum de leur capacité. Au fur et à mesure que tous les changements décrits plus haut se répercutent, les politiciens et les citoyens demandent aux écoles d'en faire plus, et de plus en plus des écoles déploient tous leurs efforts pour répondre à cette demande. L'importance accrue attachée à la scolarisation a eu pour effet pervers d'isoler encore plus les enfants de la communauté.

Par exemple, au fur et à mesure que les écoles ont subi les pressions croissantes en vue de relever les normes pour tous les élèves, ils ont réduit les activités extrascolaires qui visaient à établir un lien entre les activités des enfants et l'ensemble de la communauté. Il ne s'agit pas d'un argument contre le relèvement des normes, mais plutôt en faveur de l'établissement d'un équilibre entre l'école et la vie elle-même. En outre, au fur et à mesure que les écoles se voient demander à en faire plus, elles deviennent physiquement plus importantes; ce qui va à l'encontre de la nécessité de développer la force et la vitalité des enfants et des communautés. Selon Robert Putnam, « nous savons que les écoles plus petites encouragent les participations plus actives dans les activités extrascolaires que les grandes écoles – un plus grand nombre d'élèves dans les petites écoles ont la possibilité de jouer au trombone, ou d'occuper la position de left tackle, ou de jouer dans King Lear. Les petites écoles, comme les petites villes, engendrent des attentes plus élevées au plan de la réciprocité et de l'action collective. La déconcentration des méga écoles, et la création de plus petites « écoles dans les écoles » produira presque certainement des dividendes en plus du civisme. »⁷⁷

Il y a bien des années, le psychanalyste Erik Erikson déclarait que l'enfant et la société sont reliés par un lien vital. Nous n'avons pas encore assimilé les changements introduits par la rapidité de l'évolution dans notre économie et dans notre société. « L'enfance c'est différent, l'adolescence c'est différent, l'âge adulte c'est différent. Sans le remarquer, nous avons créé une classe nouvelle de jeunes enfants qui sont de plus en plus autonomes, ainsi qu'une génération de parents surchargés qui n'ont pas le temps de goûter les joies d'être parents. Il se passait tant de choses, civiques que nous n'arrivons pas à tout suivre. Nous sommes submergés. »⁷⁸

Tout ceci est intéressant, mais que pouvons-nous y faire?

Cet article n'a pas pour but d'intimider ou de déprimer le lecteur en étalant des problèmes qu'il ne peut guère influencer. En dépit des défis que doivent relever les communautés de part et d'autre de l'Atlantique, nous avons de nombreuses raisons d'aborder l'avenir avec espoir et enthousiasme. Il ne fait aucun doute que le capitalisme effréné représente une force puissante, qui, alliée aux changements technologiques, bouleverse la nature de la communauté, de la famille, de l'enfance et de l'éducation. Mais aucune des tendances évoquées plus haut n'est au-delà du contrôle des êtres humains. En outre, ces changements nous offrent de nombreuses possibilités. Malgré les pressions économiques et sociales, l'être humain assoiffé d'une famille, c.-à-d. de gens à aimer, soit de contacts sociaux, désir d'un sens d'appartenance et de communauté. Nous sommes une espèce très sociable par nature.

Au fur et à mesure que les sociétés s'enrichissent, notre richesse accrue nous offre des possibilités que les sociétés plus pauvres n'ont pas. Dans un passé récent, et c'est encore dans le cadre des pays plus pauvres, les gens connaissaient leurs voisins et vivaient dans des familles et des communautés très cohésives parce que c'était la seule façon de survivre économiquement. Les gens étaient reliés par le besoin économique. Dans les pays riches d'aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus libres, et si nous le désirions, nous pourrions vivre dans le confort matériel et un isolement presque complet. Mais la grande majorité d'entre nous ne choisissons pas cette voie. Nous voulons vivre avec les autres, en contact avec les autres. Nous aimons magasiner, prendre un bain de foule. Nous aimons parler avec nos voisins et nos amis au coin de la rue. Nous aimons aider les autres.

Ce fait m'a frappé récemment dans le comté de Fairfax lorsque je passais trois heures à un coin de rue à recueillir de l'argent pour une œuvre américaine bien connue. Les automobilistes s'arrêtaient au feu rouge et je les abordais avec mon gilet de couleur et une boîte pour recueillir l'argent et je leur demandais un don pour les enfants handicapés et leurs familles. En un peu plus de 3 heures, j'ai recueilli au moins 400 \$ et j'ai causé avec de nombreux étrangers qui m'ont remercié pour mon travail, m'ont posé des questions, en soulevaient des problèmes, ou m'ont simplement encouragé à continuer mon travail. C'était passionnant. Par un hasard heureux, quelques jours après mon travail « dans la rue », je lisais un article publié par la Fondation Public Agenda de New York, intitulé « Vous attendez qu'on vous demande? : Un nouveau coup d'œil sur les attitudes à l'égard de l'engagement public. »

La thèse centrale de ce rapport était que la majorité des Américains, parents et non parents, prendraient le temps de travailler avec les écoles et les enfants si on le leur demandait. Et pourtant, il était rare qu'on les sollicitait. Comme nous le décrivions plus haut, les gens sont occupés et si une personne ne cherche à attirer leur intérêt, celui-ci restera dormant. La grande majorité des citoyens remarquent le fonctionnement des écoles et leurs problèmes, ainsi que ceux des enfants, seulement lorsqu'ils entendent parler d'une crise ou d'un drame dans les médias populaires.

C'est malheureux car l'un des aspects positifs du capitalisme effréné est qu'il a permis à des légions de gens en bonne santé et très talentueux de prendre leur retraite dans la cinquantaine ou la soixantaine. Ces jeunes retraités représentent une vaste source humaine qui n'attend que d'être utilisée, mais malheureusement aux États-Unis, « la majorité des conseillers scolaires (74 %) et des superintendants (66 %) déclarent que dans leurs districts, il n'existe pas de groupes d'entreprises organisés qui prennent position sur les politiques scolaires comme les dépenses. Des majorités encore plus écrasantes – 82 % des conseillers scolaires et 86 % des superintendants – déclarent que leurs districts n'ont pas de groupes organisés de personnes âgées qui prennent des positions sur les politiques des districts. »⁷⁹

Aux États-unis, les personnes qui travaillent dans les écoles se considèrent comme des intervenants clés en éducation, et pour des raisons d'intérêt professionnelles, ils le souhaitent seulement une participation limitée de la communauté dans leur activité. Il est intéressant de signaler que la majorité des professeurs et des dirigeants scolaires ne recherchent la participation dans le but de l'éducation sauf que lorsqu'ils veulent que la communauté soutienne leurs programmes particuliers. Ils ne veulent pas un dialogue avec la communauté, mais seulement que la communauté comprenne et apprécie ce qu'ils font.

Selon le rapport de la Relation Public Agenda, plutôt que « de demander l'appui des citoyens ordinaires, et d'obtenir leur engagement actif dans la mission d'éducation, les enseignants

considèrent les citoyens surtout comme des électeurs, des contribuables et des spectateurs. Ainsi, à cet égard, il paraît paradoxal que la relation que les enseignants voudraient que le public entretienne avec les écoles – c.-à-d. que les enseignants ne recourent au public que pour y trouver des appuis – est malheureusement très proche de la relation que les enseignants déclarent avoir avec les dirigeants des districts scolaires. »⁸⁰ À cet égard, les enseignants travaillent en réalité contre ce que l'on pourrait décrire comme l'intérêt des enfants.

Les enseignants se plaignent qu'ils sont « ballottés par des forces échappant à leur contrôle, et que les décisions sont prises sans leur participation. Autrement dit, ils se considèrent comme des soldats qui reçoivent constamment de nouveaux ordres de marche. Cet état de chose est plus que paradoxal, car comme nous le verrons plus loin, les enseignants sont peut-être le groupe le plus important, et le plus négligé, ne matière de réforme de l'éducation. »⁸¹

Malgré le rôle qu'ils pourraient jouer pour influencer l'opinion publique : « Les enseignants considèrent manifestement qu'ils ne jouent pas un rôle réel dans l'établissement des orientations des districts scolaires : 70% déclarent que les enseignants de la base sont souvent exclus des décisions prises par le district. Les enseignants ne croient pas non plus que les responsables du district consacrent beaucoup d'effort à découvrir leurs points de vue et n'y attachent pas beaucoup d'importance. Soixante-dix pour cent des enseignants déclarent que dans leur district, les dirigeants leur parlent des politiques scolaires que pour obtenir leur appui à « ce que les dirigeants du district veulent réaliser. » Seulement 23 % estiment que le mobile des dirigeants est « de mieux comprendre les problématiques et les préoccupations des enseignants ». Il est donc tentant pour les enseignants de considérer les nouvelles initiatives de réforme comme des phénomènes temporaires, motivées par le nouveau « régime » dans leur esprit ou la dernière mode dans le secteur de l'éducation, autrement dit comme innovation qu'ils peuvent ignorer ou dont ils peuvent attendre le refus inévitable. Ils ont tendance à considérer le changement avec suspicion, à considérer les initiatives comme de simples modes. »⁸²

Les dirigeants scolaires, parfois, en conflit avec l'intérêt des enseignants et de leurs syndicats, déclarent en majorité (73 %), que « lorsqu'ils prennent l'initiative de la communication, c'est pour aider les gens à comprendre et à soutenir les intérêts des écoles, et non pas pour comprendre les préoccupations de la communauté. Ce qui les surintendants déclarent de même est peut-être encore plus révélateur : 62 % déclarent que la dernière fois qu'ils ont rencontré des résidents de la communauté, leur but principal était d'expliquer leurs initiatives et d'obtenir l'appui des résidents. »⁸³ Ce n'est pas là un dialogue.

Des attitudes sont semblables à celles décrites par un professeur de pédagogie européen qui écrivait à l'Initiative en 1999 : « Les responsables de la direction scolaire établissent une nette ligne de démarcation entre les secteurs de l'éducation réservés aux professionnels (enseignants par ex.) et ceux dans lesquels d'autres membres de la communauté (parents, ou retraités par ex.) peuvent s'engager légitimement. Même si beaucoup d'écoles encouragent la participation de membres de la communauté dans certaines activités, celles-ci sont clairement distinguées du travail « professionnel » des enseignants. Il est très difficile et serait peut-être même trop audacieux de tenter d'estomper cette distinction. »

Conclusion

Il semble que beaucoup de gens dans le secteur de l'éducation ne cherchent qu'à faire accepter leurs propres programmes limités. Les éducateurs, qu'ils soient enseignants en classe ou superintendants de grands districts, tentent rarement de réfléchir à la manière d'intégrer mieux leurs activités dans un programme plus vaste. Ceci est malheureux car, pendant une bonne

partie du 20^e siècle, les écoles ont contribué à la cohésion de la société en réunissant des groupes très divers autour de l'intérêt partagé des enfants. Comme nous le décrivions plus haut en détail, un certain nombre de forces économiques, sociales et technologiques déchirent la trame des sociétés démocratiques diversifiées. Nous vivons dans des sociétés où il existe des conflits d'idées sur presque tous les points. Depuis les vérités les plus élémentaires jusqu'aux éléments du comportement moral.

Pour aider nos enfants à prendre en charge un degré élevé d'ambiguïté et de relativisme, c.-à-d. à gérer un milieu où aucune tradition culturelle n'a plus de justifications rationnelles qu'une autre, nous devons apprendre à réunir les gens pour parler de leurs intérêts communs et partagés. Il faut parler d'autres choses que les intérêts de nos organisations et des nôtres. Il faut parler d'autres choses que simplement de l'économie. Le défi que nous avons à présent relever consiste à revitaliser l'éducation, dans toutes ses manifestations variées, afin d'éclairer un peu le côté d'ombre du capitalisme effréné.

Heureusement, il y a encore beaucoup de gens qui n'attendent que d'être sollicités. La première étape dans le renforcement de l'éducation consiste à prendre l'initiative d'un dialogue ouvert et honnête sur ce que notre communauté pense qu'un enfant bien éduqué doit vraiment être, et sur ce que doit être le rôle des écoles, les professeurs, les parents et les autres adultes dans la communauté dans l'éducation des enfants. Ceci n'équivaut pas à dire aux gens simplement quoi faire. Pour donner un visage humain aux tendances évoquées dans cet article, nous devons faire ce que notre espèce sait de mieux : collaborer dans l'intérêt de notre communauté et de nos enfants.

Notes :

1. Robert Reich. *The Future of Success*. (New York: Alfred Knopf), 2001, p. 245.
2. John Childs. "The Educational Philosophy of John Dewey." *The Philosophy of John Dewey*, Paul Arthur Schilpp and Lewis Edwin Hahn (réd.) (La Salle, IL: Open Court), 1989, p. 420.
3. Joseph Ellis. *Founding Brothers: The Revolutionary Generation*. (New York: Alfred A. Knopf), 2000, p. 164.
4. Arnold Langbo. Conclusions présentées à "The White House Conference on Early Childhood Development and Learning." (Washington: The Office of the President), 1997.
5. Etienne Wenger, "Communities of Practice: The social fabric of a learning organization," Healthcare Forum Journal (juillet/août, 1996), p. 2.
6. Lauren Resnick. "Learning In School and Out." Educational Researcher (décembre 1987), p. 15.
7. Susan Galletti. "School Size Counts." The Education Digest. (mai 1999).
8. John Abbott et Terry Ryan. *The Unfinished Revolution: Learning, human behavior, community, and political paradox*. (Alexandria, VA: ASCD), 2001.
9. Robert Putnam. *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*. (New York: Simon & Schuster), 2000, p. 35.
10. Diane Ravitch. "Dumbing Down the Public: Why It Matters." The New Republic (5 février 2001).

11. Citation du site Web de la Fairfax County Chamber of Commerce <www.fccc.org>
12. Nancy Trejos. "Teachers say they Can't Quit Night Jobs." The Washington Post. (3 mars 2001), p. C-1.
13. Dan Eggen. "Feeling Pinched on \$90,000." The Washington Post. (12 mars 2001), p. A1.
14. Dan Eggen. "Tasting the High Life." The Washington Post. (11 mars 2001), p. A1.
15. Dan Eggen and Victoria Benning. "Pampered and Privileged." The Washington Post. (13 mars 2001), p. B1.
16. Dan Eggen. "Feeling Pinched on \$90,000." The Washington Post. (12 mars 001), p. A1.
17. Liz Seymour. "Fairfax Fears Schools Slacking." The Washington Post. (8 avril 2001), p. C1.
18. Leah Friedman. "Schools, rail discussed at town meeting." The Washington Post. (4 avril 2001), p. A9.
19. Leah Friedman. "Reston Teachers Join Work-to-Rule Protest." The Washington Post. (4 avril 2001), p. A1.
20. Nancy Trejos. "Teachers say they Can't Quit Night Jobs." The Washington Post. (3 mars 2001), p. C-1.
21. Bob Chase. "To Hire and to Hold." Paid advertisement for the National Education Association. The Washington Post. (22 avril 2001), p. B5.
22. Jonathan Rauch. "The New Old Economy: Oil, computers, and the reinvention of the Earth." The Atlantic Monthly. (janvier 2001), p. 39.
23. Ibid.
24. Edward Luttwak, The Washington Post. (10 mars 1996).
25. Robert Reich. *The Future of Success*. (New York: Alfred Knopf), 2001, p. 72.
26. Robert S. McElvaine. *Eve's Seed: Biology, the sexes, and the course of history*. (New York: McGraw-Hill), 2000.
27. President Clinton. White House Publications. Remarks by the President and the Participants in First Session of Economic Summit. The East Room April 5, 2000. (Washington: The White House Office of the Press Secretary).
28. Alan Greenspan. White House Publications. Remarks by the President and the Participants in First Session of Economic Summit. The East Room April 5, 2000. (Washington: The White House Office of the Press Secretary).
29. Donald J. Johnston. "The New Economy." Secrétaire général de l'OCDE. (Paris: OECD), 2000.
30. Gordon Brown. Conférence du Chancelier de l'Échiquier à la Royal Economic Society, jeudi 13 juillet 2000. www.hm-treasury.gov.uk/press/2000/p90.00.html
31. Robert Reich. *The Future of Success*. (New York: Alfred Knopf), 2001, p. 8.

32. Juliet Schor. *The Overspent American*. (New York: Basic Books), 1998, pp. 11-12.
33. Robert Gilpin, p. 6.
34. Christain Lutz in *Societies in Transition* (Paris: OCDE, 1996), p. 102.
35. Alden M. Hayashi. "Mommy-Track Backlash." Harvard Business Review. (mars 2001).
36. Ibid.
37. Sarah Schafer and Jacqueline Salmon. "Childless Employees Want Equal Flextime and More." The Washington Post. (21 avril 2001), p. A1.
38. Statistics come from the 2000 US Census.
39. Office of the Press Secretary. "1999 Economic Report of the President," Council of Economic Advisors. (Washington: The White House), février 1999.
40. "What on Earth? A weekly look at trends, people and events around the world." The Washington Post. (11 septembre 1999), p. A15.
41. Robert Reich. *The Future of Success*. (New York: Alfred Knopf), 2001, p. 5.
42. Dale Russakoff and Steven Pearlstein. "Editorial." The Washington Post. (19 mai 1996), p. A20.
43. Peter Cappelli. *New Deal at Work: Managing the Market-Driven Workforce*. (Boston: Harvard Business School Press), 1999, p. 14.
44. Jeff Gates. *Democracy at Risk: Rescuing Main Street from Wall Street*. (Cambridge: Perseus Publishing), 2000, p. XIV.
45. The World Bank Institute. "The Global Divide in Health, Education and Technology." Special Report. (Washington: World Bank Institute), printemps 2000.
46. Paul Krugman. "Death and Taxes." The New York Times. (14 juin 2000).
47. Steve Farkas, Patrick Foley and Ann Duffett, with Tony Foleno and Jean Johnson. "Just Waiting to be Asked?" (New York: Public Agenda), 2001.
48. James S. Coleman. "Families and Schools." Educational Researcher (août-septembre 1987), p. 50.
49. Kirstin Downey Grimsley and Jacqueline L. Salmon. "For Working Parents, Mixed News as Home." The Washington Post. (27 septembre 1999), p. A8.
50. Alison Maitland. "The painful dilemma of kids and career." Financial Times. (9 avril 2001).
51. Barbara Vobejda. "Mother's Employment Works for Children: Study finds no long-term damage." The Washington Post. (1^{er} mars 1999).
52. Alison Maitland. "The painful dilemma of kids and career." Financial Times. (9 avril 2001).
53. Sheryl Gay Stolberg. "Researchers Find a Link Between Behavioral Problems and Times in Child Care." The New York Times. (19 avril 2001).

54. Dr. Donald Cohen at the White House Conference on Early Childhood Development and Learning: What new research on the brain tells us about our youngest children (17 avril 1997).
55. Patricia Hersch. *A Tribe Apart: A journey into the heart of American adolescence*. (New York: Fawcett Columbine), 1998, p. 19.
56. Public Agenda. "Kids these Days," à <www.publicagenda.org/specials/Kids/kids7.htm>
57. "Better Together." The report of the Saguaro Seminar: Civic engagement in America.
58. Robert Putnam. *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*. (New York: Simon & Schuster), 2000, pp. 261-262.
59. Steve Farkas, Ann Duffett and Jean Johnson. "Necessary Compromises: How Parents, Employers and Children's Advocates View Child Care Today." (New York: Public Agenda), août 2000.
60. "Better Together." The report of the Saguaro Seminar: Civic engagement in America.
61. Dan Eggen and Victoria Benning. "Pampered and Privileged." The Washington Post. (13 mars 2001), p. B1.
62. Robert Reich. *The Future of Success*. (New York: Alfred Knopf), 2001, p. 129.
63. Ibid.
64. Michael J. Sandel. *Democracy's Discontent*. (Cambridge, MA: The Belknap Press), 1996, pp. 205-206.
65. Jerome Kagan. *Three Seductive Ideas*. (Cambridge, MA: Harvard University Press), 1998, pp. 91-92.
66. Howard Gardner. "Paroxysms of Choice." The New York Review. (19 octobre 2000).
67. William J. Bennett, Chester E. Finn, Jr., et John T.E. Cribb, Jr. *The Educated Child*. (New York: The Free Press), 1999, p. 416.
68. Deborah Roffman. "Dangerous Games." The Washington Post. (15 avril 2001), p. B1.
69. Robert Putnam. *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*. (New York: Simon & Schuster), 2000, p. 19.
70. For a web site that looks extensively at social capital and what it is refer to <www.bowlingalone.com/socialcapital.php3>
71. Alan Ryan. "My Way." The New York Review of Books. (10 août 2000), p. 47.
72. OECD. "Cities and Regions in the New Learning Economy." (Paris: OCDE), 2001, p. 119.
73. Robert Putnam. *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*. (New York: Simon & Schuster), 2000, pp. 297-298.
74. Robert Putnam. White House Publications. Remarks by the President and the Participants in First Session of Economic Summit. The East Room April 5, 2000. (Washington: The White House Office of the Press Secretary).

75. James S. Coleman and Thomas Hoffer. *Public and Private Schools: The impact of communities*. (New York: Basic Books), 1987, p. 94.
76. Robert Putnam. White House Publications. Remarks by the President and the Participants in First Session of Economic Summit. The East Room April 5, 2000. (Washington: The White House Office of the Press Secretary).
77. Robert Putnam. *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*. (New York: Simon & Schuster), 2000, p. 405.
78. Judith Wallerstein, Julia Lewis and Sandra Blakeslee. *The Unexpected Legacy of Divorce: A 25 Year Landmark Study*. (New York: Hyperion), 2000, p. 296.
79. Steve Farkas, Patrick Foley and Ann Duffett, with Tony Foleno and Jean Johnson. "Just Waiting to be Asked?" (New York: Public Agenda), 2001.
80. Ibid.
81. Ibid.
82. Ibid.
83. Ibid.

21st Century Learning Initiative
<http://www.21learn.org>
mail@21learn.org